

Marchés	nov.-22	oct.-22	+/- %	France €/l	nov.-22	oct.-22	+/- %
Brent \$/b	94,6	93,5	1,2%	E10	1,62	1,62	-0,2%
Gaz TTF €/MWh	80,9	72,7	11,3%	Essence SP95	1,68	1,69	-0,3%
Elec France €/MWh	159,8	186,6	-14,4%	Gazole	1,82	1,87	-3,1%

Le prix du pétrole recule sensiblement entre craintes sur la demande et rumeurs de hausse de l'offre OPEP+

Le prix du pétrole repasse sous les 90 \$/b (Fig. 1). Le prix du Brent, en recul de plus de 4 % (WTI à 84 \$/b ; - 5 %) la semaine passée, a évolué autour de 92 \$/b passant sous les 90 \$/b vendredi dernier. Il sort de la zone des 90/100 \$/b dans lequel il évolue depuis le mois d'août, en dehors de passage ponctuel haussier (107 \$/b le 11 août) ou baissier (82 \$/b le 26 septembre). Il est encore trop tôt pour anticiper une baisse durable alors que la demande de pétrole atteindra des records en 2023. Le mouvement récent repose sur la confirmation par l'AIE d'une baisse de la demande de 0,24 Mb/j au 4^e trimestre par rapport au même trimestre de l'an dernier. L'AIE évoque comme raison de la baisse « la faiblesse persistante de l'économie chinoise, la crise de l'énergie en Europe, le surcoût des produits pétroliers et la force du dollar américain ». La baisse est aussi attribuée à des rumeurs concernant une détente dans les relations entre l'Arabie saoudite et les Etats-Unis, augurant d'une possible hausse de l'offre pour l'OPEP+ (réunion le 4 décembre). La confirmation de la baisse des prix dépendra néanmoins de la réussite ou non de la politique chinoise pour combattre le Covid-19 et des effets à venir des sanctions européennes sur les exportations russes.

Un ralentissement de la croissance de la demande mondiale au dernier trimestre et en 2023. Dans son dernier rapport mensuel, l'AIE anticipe toujours une contraction de la consommation mondiale ce trimestre par rapport à la même période de l'an dernier, avec un recul de 0,24 Mb/j contre 0,34 Mb/j prévu dans le rapport du mois dernier. L'AIE indique par ailleurs que la croissance de la demande ralentira en 2023, avec une progression de 1,6 Mb/j contre 2,1 Mb/j cette année, en raison des perspectives économiques dégradées. En 2023, la demande pétrolière atteindra toutefois un record historique à hauteur de 101,4 Mb/j en moyenne, passant de 100 Mb/j au 1^{er} trimestre à 103 Mb/j au dernier (Fig. 3). Il convient de souligner que la poursuite des tendances récentes nous place dans la trajectoire du scénario SPS¹ de l'AIE qui conduit à une hausse de 2,5 °C des températures d'ici la fin du siècle (Fig. 4). Le respect des derniers engagements des Etats, proposés lors de la COP 26 (scénario APS)², permettrait d'aboutir à une réduction rapide de la consommation de pétrole, limitant la hausse à 1,7 °C.

Relative stabilité des exportations russes en octobre. La production et les exportations russes ont été, jusqu'en octobre, peu affectées par les mesures occidentales visant à réduire les achats de pétrole. Les dernières statistiques AIE pour le mois d'octobre le confirment avec des exportations de pétrole et de produits pétroliers relativement stables à hauteur de 7,7 Mb/j (7,8 Mb/j en moyenne sur 2022 ; Fig. 5) pour des revenus de 17 G\$ (près de 20 G\$ en moyenne). Entre février et octobre, la baisse des livraisons vers les pays OCDE (hors Turquie) atteint 2,8 Mb/j dont 1,6 Mb/j pour l'UE. La hausse des livraisons vers les autres pays se situe quant à elle à 2,3 Mb/j dont 1 Mb/j pour l'Inde et 0,3 Mb/j pour la Chine et la Turquie chacun (+0,7 Mb/j vers d'autres pays). Un rapport publié par le « CREA » (Centre for Research on Energy and Clean Air, basé en Finlande), indique que la Turquie devient une route détournée pour exporter du pétrole russe vers l'UE, évoquant une « faille dans les sanctions ». Les chiffres montrent que la Turquie importe effectivement un peu plus de pétrole russe, à hauteur de 0,5 Mb/j en moyenne depuis mars contre 0,2 Mb/j en janvier et février. Les volumes supplémentaires restent néanmoins modérés.

« Le calme avant la tempête » (AIE). L'AIE retient l'hypothèse d'un recul de 1,5 Mb/j de la production russe de pétrole entre octobre 2022 et février 2023 (Fig. 6). Cette hypothèse de baisse de la production signifie que la Russie ne serait pas en mesure de réexporter la totalité des quantités sous sanctions européennes. L'entrée en vigueur de ces sanctions devraient en effet affecter un total de 1,3 Mb/j en décembre 2022 et de 2,3 Mb/j à partir du mois de février 2023 en tenant compte des produits pétroliers (Fig. 7). Cela signifie que 0,8 Mb/j seulement pourrait être réexporté, différence entre les volumes sous sanctions (2,3 Mb/j) et la baisse de la production (1,5 Mb/j) anticipée par l'AIE. L'AIE souligne en particulier que, en dépit des prix décotés du pétrole russe, il n'y a pas eu d'autre pays acheteurs en dehors de l'Inde, de la Chine et de la Turquie. La pénurie de navires pétroliers (« ice-class vessels ») est également avancée comme contrainte potentielle.

¹ L'AIE propose 3 scénarios : le « Stated Policies Scenario » (STEPS) fondé sur les mesures prévues par les Etats, le scénario « Announced Pledges Scenario » (APS) qui repose sur les engagements des Etats, et le « Net Zero Emissions by 2050 » (NZE), scénario qui vise la neutralité carbone en 2050. Selon ces scénarios, les hausses de la température moyenne, en fin de siècle, se situent autour de 2,5 °C, 1,7 °C et 1,5 °C respectivement.

² Pas d'engagements nouveaux significatifs lors de la COP 27

Un bilan pétrolier en tension croissante en 2023 sans action de l'OPEP+. Hausse de la demande et baisse anticipée de la production de l'OPEP+ devraient contribuer au déficit croissant du marché pétrolier en particulier à partir du 2^e trimestre 2023 (Fig A3, A4 et A6 en annexe). Sur la base de la décision OPEP+ du mois de septembre (- 2 Mb/j en théorie) applicable dès ce mois-ci et jusqu'en décembre 2023, la baisse effective de l'offre OPEP+, incluant le recul de la production russe, se situerait à 0,9 Mb/j en novembre et à 2,4 Mb/j en février prochain par rapport à octobre dernier (Fig. 8). Un ajustement de la politique OPEP+ reste toutefois envisageable en cas de trop forte hausse des prix.

Une contrainte spécifique sur les livraisons de gazole. Les sanctions européennes sur les produits pétroliers russes importés vont porter sur un total de l'ordre de 1 Mb/j en février dont 0,6 Mb/j de gazole (en octobre). Les livraisons russes de gazole sont restées relativement stables depuis février 2022 évoluant entre 0,5 et 0,7 Mb/j. La part de la Russie dans le total est néanmoins en retrait depuis juin (de 64 à 40 %) en raison d'une progression des achats européens (de 1,1 Mb/j à 1,5 Mb/j). Dans un marché sous tension, l'AIE indique que la concurrence pour le gazole sera rude après février pour les pays de l'UE qui devront se tourner vers de nouveaux fournisseurs originaires des États-Unis, du Moyen-Orient ou de l'Inde. Le démarrage de nouvelles capacités de distillation (+ 2,7 mb/j en net) dans le monde entre fin 2022 et fin 2023 pourrait néanmoins progressivement atténuer la tension. Globalement, la consommation de distillats moyens devrait croître de 0,8 Mb/j en 2023, portée par la hausse de la consommation de kérosène tandis que celle de gazole serait stable.

Prix du gaz et de l'électricité (Fig. 11 et 12). Les prix moyens de marché du gaz (TTF), après un net recul en octobre (73 €/MWh), progressent à nouveau en novembre (81 €/MWh en moyenne, 105 €/MWh le 18 novembre) et sont toujours à des niveaux plus élevés sur l'hiver (120 €/MWh). Les tendances sont similaires pour les prix de l'électricité en base en France qui, après avoir fortement reculé en octobre (186 €/MWh) et début novembre (moyenne à 160 €/MWh), sont à nouveau orientés à la hausse (plus de 200 €/MWh le 18 novembre ; de 400 à 700 €/MWh sur l'hiver).

Figure 1 : Prix spot du Brent en 2022

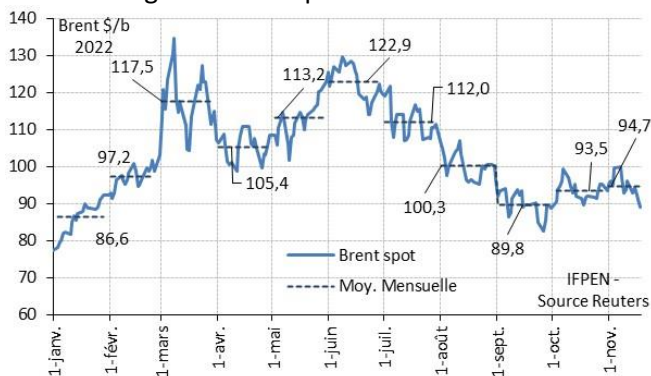


Figure 2 : Indices des marchés financiers



Figure 3 : Demande mondiale de pétrole

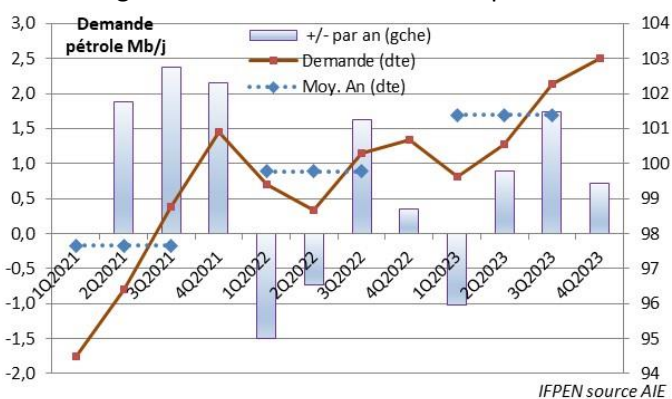


Figure 4 : Demande mondiale de pétrole (2010 à 2050)

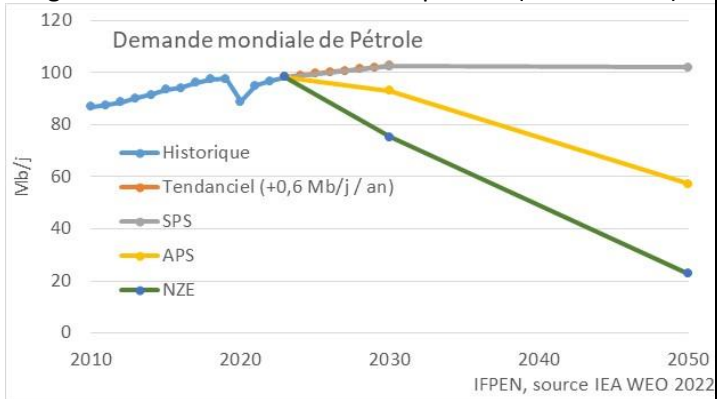


Figure 5 : Exportations de pétrole et produits de la Russie

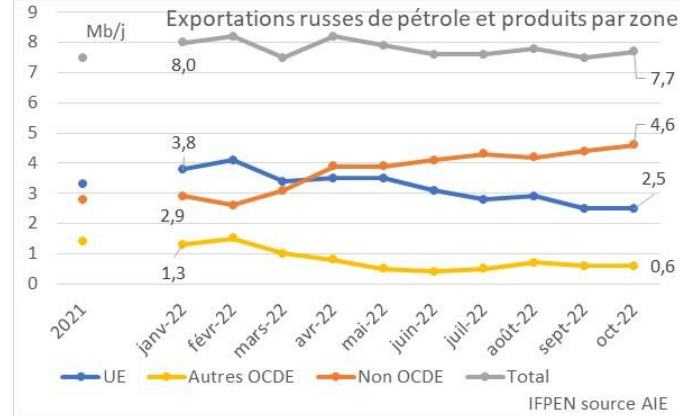


Figure 6 : Production russe de pétrole et LGN

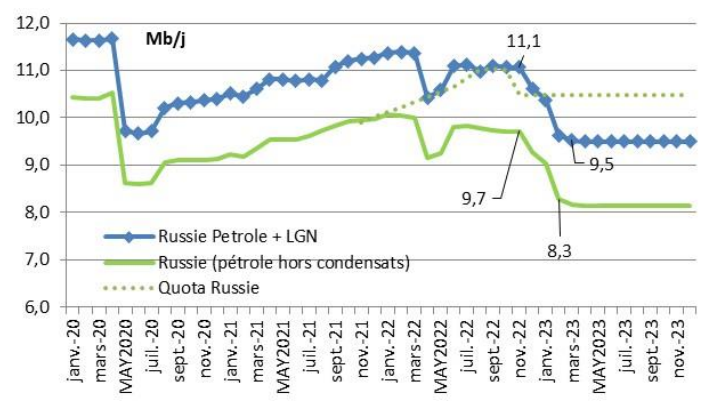


Figure 7 : Exportations russes en décembre et février

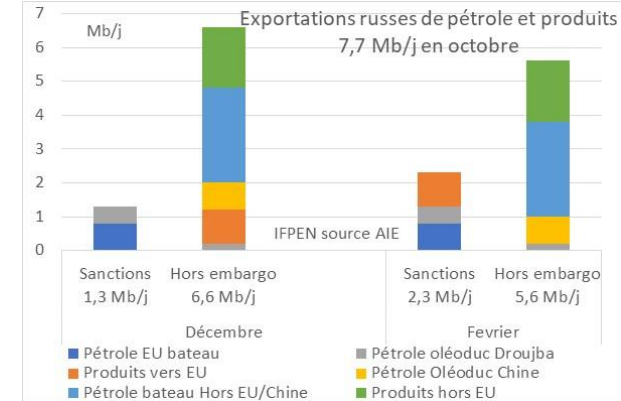


Figure 8 : Production OPEP+ de pétrole

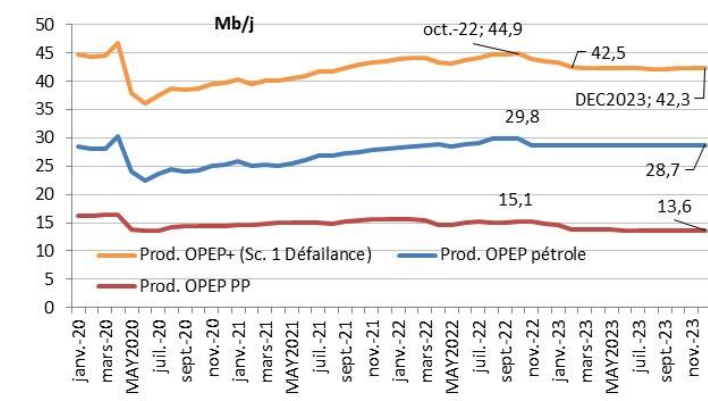


Figure 9 : Ecart prix du Brent et des produits en \$/t

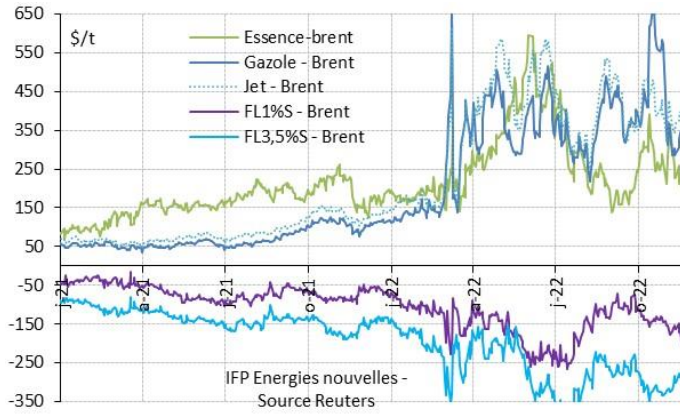


Figure 10 : Prix des produits pétroliers en France

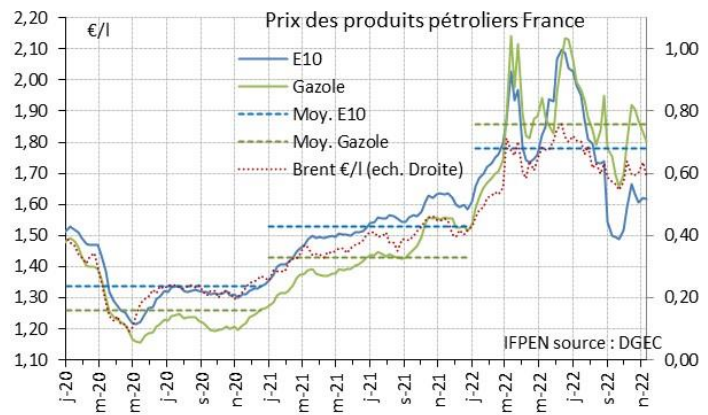


Figure 11 : Prix du gaz (TTF)

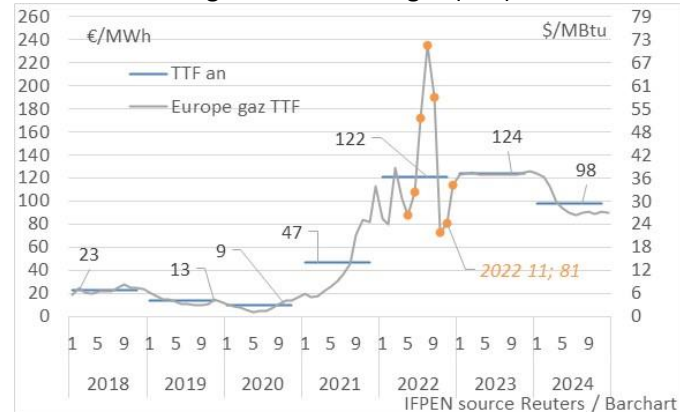
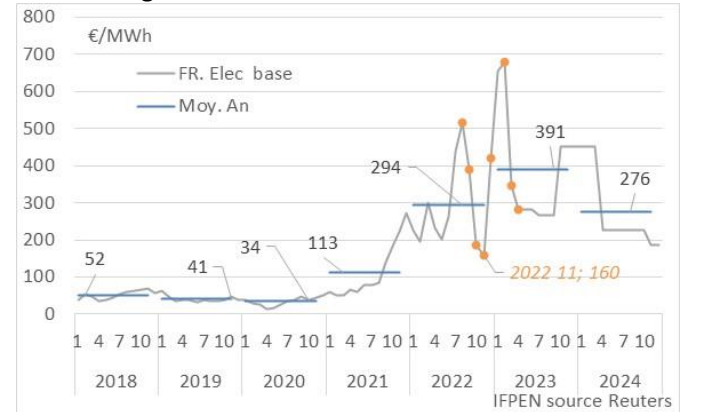
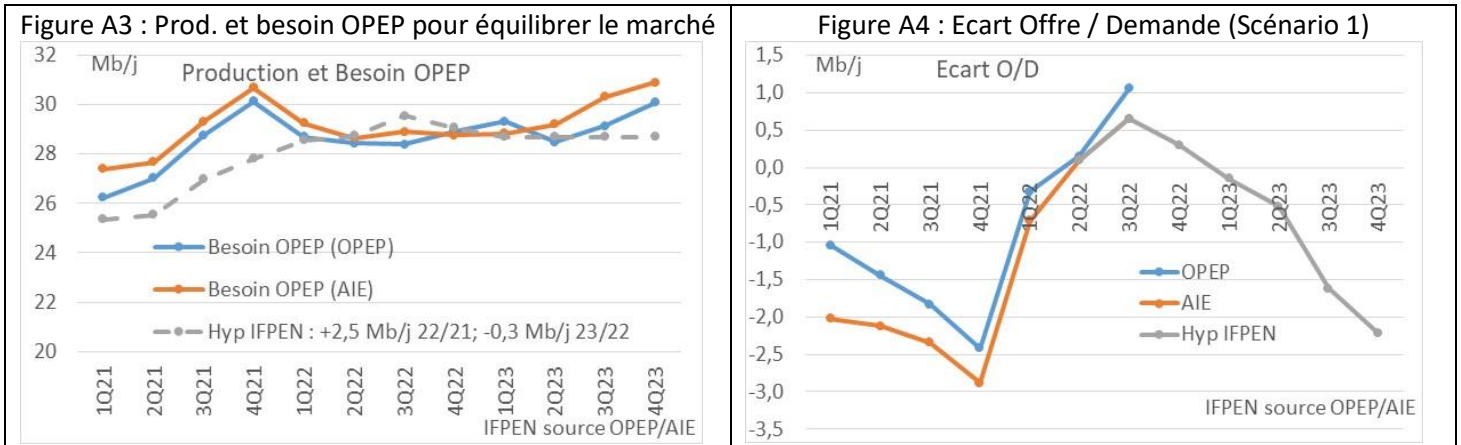
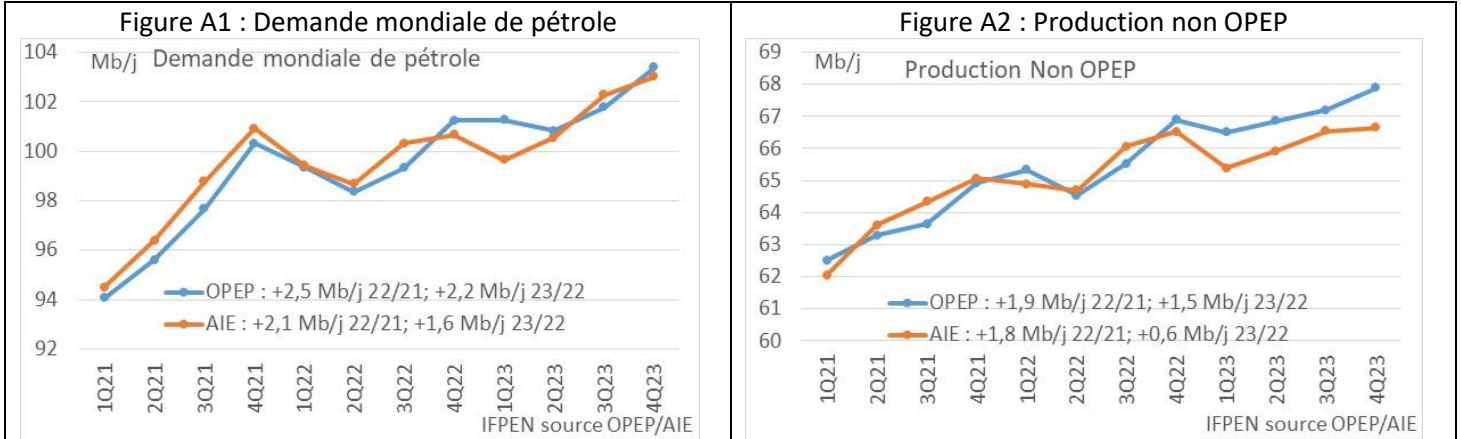


Figure 12 : Prix de l'électricité en France



Annexe : Equilibre Offre / Demande par trimestre (données AIE et OPEP)



Scénario 1 : pas de hausse de production du Nigeria et de l'Angola

